

Convention collective

IDCC : 9454. – **EXPLOITATIONS HORTICOLES ET PÉPINIÈRES**
(Loiret)
(10 avril 2009)

(Etendue par arrêté du 6 avril 2010,
Journal officiel du 16 avril 2010)

AVENANT N° 5 DU 12 JANVIER 2011

NOR : AGRS1297071M
IDCC : 9454

Entre :

L'union horticole orléanaise,

D'une part, et

La CFTC ;

La CFDT ;

La FNAF CGT ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant s'applique aux professions définies à l'article 1^{er} de la convention collective du 10 avril 2009.

Article 2

Les dispositions relatives à l'article 13 « Délégués syndicaux interentreprises agricoles », 5^e alinéa, sont modifiées ainsi :

« La protection des délégués syndicaux interentreprises agricoles relève de l'application des dispositions des articles L. 2411-3, L. 2412-2, L. 2413-1 et L. 2414-1 du code du travail, prévoyant la compétence de l'inspecteur du travail pour autoriser le licenciement ou le transfert d'un salarié protégé. »

Article 3

Les dispositions relatives à l'article 37 « Absences pour maladie ou accident », 2^e alinéa, sont modifiées ainsi :

« Aucun salarié ne pourra être licencié du fait d'un arrêt lié à une maladie d'une durée inférieure à 6 mois. Passé ce délai, l'éventuel licenciement ne pourra intervenir que dans le respect de la législa-

tion du travail et de la jurisprudence, notamment dans le cas où l'arrêt perturbe le fonctionnement normal de l'entreprise, et sous réserve des dispositions de l'article L. 1132-1 du code du travail. Le salarié bénéficiera d'une priorité de réembauchage pendant 6 mois à compter de la date de son licenciement. »

Article 4

Les dispositions relatives à l'article 44 « Indemnité de licenciement », *a)* Personnel non cadre, 2^e alinéa, sont modifiées ainsi : « L'indemnité de licenciement est déterminée conformément aux dispositions des articles R. 1234-1 à R. 1234-5 du code du travail. »

Les dispositions relatives à l'article 44 « Indemnité de licenciement », *b)* Personnel cadre, sont modifiées ainsi : « Cette indemnité est plafonnée à 6 mois de salaire sous réserve du respect des dispositions de l'article R. 1234-2 du code du travail en application duquel le montant de l'indemnité légale de licenciement, conditionné par l'ancienneté du salarié, peut dépasser 6 mois de salaires. »

Article 5

Date d'effet

Le présent avenant prendra effet au 1^{er} janvier 2011.

Article 6

Dépôt. – Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à la DIRECCTE, unité territoriale du Loiret et au greffe du conseil des prud'hommes.

Fait à Orléans, le 12 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)